

Impact du changement climatique sur la région du Maghreb.

Mr: Chaouki BOURI.

Mr: Rachid MOHAMMED BRAHIM.

Faculté des sciences économiques. Université d'ORAN ES-SENIA.

Numéro de dépôt à l'office national des droits d'auteur ONDA : 234456 CF.

Email : bouri.chaouki@yahoo.fr

Résumé : Le changement climatique est maintenant largement considéré comme l'une des menaces les plus importantes pour l'environnement et l'avenir de la planète. Pour les pays du Maghreb, la lutte contre le réchauffement de la planète ne constitue pas une priorité malgré la signature du Protocole de Kyoto qui contient des textes qui font référence aux efforts communs pour faire face au changement climatique. Nous essayons à travers cet article de signaler les impacts potentiels du changement climatique sur l'agriculture, l'eau, les migrations et la sécurité nationale au Maghreb et quelles stratégies d'adaptation sont envisageables ?

Mots clés : Maghreb, changement climatique, agriculture, eau, migration,

Dans de nombreuses régions du monde le changement climatique menace l'économie globale qui accuserait, selon certaines prévisions, des bouleversements d'une grande ampleur. C'est l'organisation physique des sociétés qui connaîtrait des changements profonds. Comme pour tout phénomène socio-économique nouveau il y a lieu de réfléchir à la nouvelle distribution des richesses.

Parmi les quatre « constellations de conflits causés par le climat » selon le conseil consultatif scientifique du gouvernement fédéral Allemand à savoir ; La dégradation des ressources en Eau, celle de la production agricole, l'augmentation des cyclones et inondations et les migrations ; la région Maghreb, notamment l'Algérie serait touchée principalement par cette dernière.

Le présent article portera sur l'analyse de ces quatre éléments et de leur éventuel impact sur les points suivants :

- 1- Dans un monde en réchauffement quelle serait la moins value agricole ?
- 2- La raréfaction ou l'épuisement des réserves d'eau douce se situerait à quel niveau de menace ?
- 3- Si le changement climatique affaiblit les pays en voie de développement et que les conditions sociales se détériorent, quel serait l'impact sur les migrations d'une part, et sur la sécurité nationale d'autre part?
- 4- Quels sont les axes de l'adaptation au changement climatique et quels investissements devraient être mis en œuvre dès maintenant ?

Le changement climatique progressif dans le futur présuppose que l'agriculture va continuer à se développer et que les périodes de récoltes vont s'allonger.

L'Europe du nord, la Russie et l'Amérique du Nord vont prospérer au niveau agricole tandis que l'Europe du sud, l'Afrique, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud vont souffrir de sécheresses, de la chaleur, de pénurie d'eau et d'une production diminuée.

Les événements liés au climat ont un impact énorme sur la société, car ils influent sur les réserves alimentaires, sur les conditions de vie, de même que sur l'accès à l'eau potable et à l'énergie. Par exemple, un récent rapport, émanant du (Réseau d'Action pour le Climat d'Australie), prévoit que le changement climatique risque de réduire les précipitations dans les régions d'herbage, ce qui pourrait engendrer une baisse de 15% de la production de fourrage. En retour, cela pourrait entraîner une réduction de 12% du poids moyen du bétail, réduisant de façon significative l'approvisionnement en bœuf. Dans de telles conditions, on prédit que les vaches laitières produiront 30% de lait en moins et que de nouveaux parasites vont probablement se propager dans les zones de production fruitière. De plus, on prévoit que de telles conditions entraîneront une diminution de 10% de l'eau potable.

Les ressources hydriques sont vulnérables aux variations climatiques. L'eau et sa gestion sont des problèmes conditionnant l'avenir des pays du Maghreb, le changement climatique pourrait placer ces pays dans des situations inconfortables puisque le volume maximal d'eau mobilisable serait déficitaire d'ici 2020.

Le processus de changement climatique se traduira par un déplacement vers le nord des étages bioclimatiques méditerranéens, conduisant à une remontée des zones arides et désertiques notamment dans la région du Maghreb. Les études prévoient une baisse des rendements agricoles au Maghreb ; l'augmentation des températures et leur variabilité implique un décalage et une réduction des périodes de croissance, ainsi qu'une accélération de la dégradation des sols et de la perte de terres productives. L'Algérie anticipe des réductions moyennes des rendements des céréales de 5,7 % à près de 14 %. Le changement climatique touchera également la production des légumes dont les rendements diminueraient de 10 à 30 % à l'horizon 2030. De son côté le Maroc anticipe une baisse de rendement de céréales de 10 % en année normale à près de 50 % en année sèche d'ici 2020, et une baisse de rendement des légumes à près de 40%.

Le changement climatique pourrait entraîner aussi une vague migratoire sans précédent au niveau mondial. Selon un rapport intitulé "Marée humaine : la véritable crise migratoire" (publié en mai 2008 par l'association britannique Christian Aid), les conséquences mondiales des changements climatiques contribueront à l'augmentation de la migration dans le monde. Le flux migratoire pourrait s'élever à au moins un milliard de personnes d'ici à 2050 (contre 155 millions d'individus aujourd'hui). Ce serait une accélération sans précédent des déplacements de population qui, selon l'étude, se répartirait ainsi : 645 millions de personnes migreront à cause de grands projets (barrages, zones industrielles, infrastructures routières, mines...), 250 millions à cause de phénomènes liés aux changements climatiques, 50 millions à cause des catastrophes naturelles (séismes, ouragans, inondations...) et 50 millions à cause de conflits et atteintes aux droits de l'Homme.

La migration liée aux changements climatiques sera consécutive aux inondations de certaines zones côtières et la désertification d'autres parties du monde. Le rapport de Christian Aid souligne que d'ici à 2080, entre 1,1 et 3,2 milliards de personnes manqueront d'eau et entre 200 et 600 millions souffriront de malnutrition. Enfin, chaque année, entre 2 et 7 millions de personnes seront affectées par la hausse du niveau des océans. Si les pays riches limitent les flux migratoires, cela risque d'entraîner l'augmentation des

tensions entre les populations. Après le statut de réfugié politique, celui de réfugié climatique va nécessairement voir le jour. Les perturbations dues aux pressions qu'engendrent de brusques changements climatiques, présentent un genre de menace différent pour la sécurité nationale que celui auquel nous sommes accoutumés aujourd'hui. La confrontation militaire peut être déclenchée par un besoin extrême de ressources naturelles, telles que l'énergie, la nourriture et l'eau, plutôt que par des conflits liés à l'idéologie, à la religion ou à l'honneur national. Le réchauffement climatique attisera vraisemblablement des conflits politiques et militaires dans plusieurs régions du monde, prévient un nouveau rapport préparé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le rapport, intitulé « Le changement climatique, risque sécuritaire », a été préparé par un organisme allemand. Les principales régions citées dans le rapport sont le Maghreb où les pressions migratoires et tensions sociales vont s'intensifier en raison des sécheresses, de la croissance de la population et de la réduction du potentiel agricole, ainsi que d'une réponse politique inadaptée.

L'adaptation apparaît comme un enjeu important dans la mesure où de nombreuses options pourraient réduire significativement les dommages du changement climatique. S'il est possible d'établir des listes de mesures minimisant les impacts, les questions relatives aux processus par lesquels elles pourraient devenir effectives restent en suspens. Les mesures prises se situeront à deux niveaux : d'un côté l'adaptation autonome, décidée et mise en œuvre par les agents privés au niveau des exploitations agricoles, et d'un autre les politiques d'adaptation, menées par les organes publics.

L'adaptation à des changements rapides constitue un nouvel enjeu. Les études montrent une bonne capacité d'adaptation aux changements dans les conditions moyennes de long terme, mais des succès beaucoup plus limités face à la variabilité et à des changements rapides du climat. Dans le cas du Maghreb, les sécheresses des 20 dernières années corroborent cet aspect : peu d'actions capables de limiter les risques ont été mises en place par les agriculteurs et les impacts ont été considérables. L'adaptation autonome risque donc d'être insuffisante. D'abord, de nombreuses options supposent des actions planifiées de la part des organes étatiques. Ensuite, si certaines pourraient être prises au niveau individuel, les moyens dont disposeront les agents privés et leurs capacités d'adaptation seront probablement insuffisants. Enfin, l'adaptation autonome sera surtout réactionnelle, conduisant à des trajectoires d'adaptation plus coûteuses que des stratégies anticipatoires basées sur une compréhension structurée des modifications de moyen et long terme des conditions bioclimatiques.

Pour se préparer à de tels changements de climat, il faut d'abord améliorer les modèles de prévision climatique. Des recherches devraient être conduites pour que les prévisions portant sur le changement du climat soient plus fiables. Des stratégies sûres devraient être identifiées et mises en application pour garantir un accès fiable aux approvisionnements alimentaires et à l'eau pour assurer la sécurité nationale. Un ensemble de mesures adaptatives devrait être mis en place pour répondre et se préparer aux événements inévitables engendrés par le climat, telles que les migrations massives, les maladies et les épidémies, les carences d'approvisionnement en nourriture et en eau. Il est possible que la science nous permette de mieux en prévoir les conséquences du changement climatique. Dans cette perspective, les pays du monde et notamment du Maghreb devront prendre des mesures d'urgence pour empêcher et atténuer certains des impacts les plus importants. L'action diplomatique sera nécessaire pour réduire au minimum la probabilité

de conflit, cependant, des mouvements de population massifs sont inévitables. Apprendre à contrôler ces populations, les tensions qui surgissent aux frontières et les réfugiés qui en résultent, deviendra primordial.

Bibliographie :

- Gilbert Balavoine « Politique du changement climatique au Royaume-Uni ».Janvier 2004.
- Kamel Mostefa Kara « La Menace climatique en Algérie et en Afrique » Editions Dahlab, année 2008.
- Peter Schwartz et Doug Randall « Le scénario d'un brusque changement de climat et ses implications pour la sécurité nationale des Etats-Unis ».Octobre 2003. rapport commandé par le Ministère de la Défense des Etats-Unis.
- Communication à WATMED 3^{ème} conférence internationale sur les Ressources en Eau dans le Bassin Méditerranéen, Tripoli, 1 -3 novembre 2006.
- L'Algérie accueillera le Sommet africain. Le quotidien EL WATAN du 15 Juillet 2008.
- Le changement climatique : nécessité d'une stratégie d'adaptation. L'info au quotidien du 12 Mai 2008.
- Le Monde du 18 Août 2008, Dossiers et documents ; « Le changement climatique, facteurs d'insécurité ».
- Gregg Easterbrook « Réchauffement de la planète : qui perd ? qui gagne ? in Problèmes économiques n° 2.930 du 12 septembre 2007.
- « Réchauffement climatique et croissance économique : risques et opportunités. In Développement et environnement n°337.